

MESSAGE N° 69
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
à l'acquisition des équipements destinés
à la filière de formation des polymécaniciens
et polymécaniciennes de l'Ecole des métiers
de Fribourg

13 mai 2003

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'acquisition des équipements destinés à la filière de formation des polymécaniciens et polymécaniciennes de l'Ecole des métiers de Fribourg.

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Equipements nécessaires
3. Subventions et participations de tiers
4. Conclusion

1. INTRODUCTION

Dans le chapitre consacré à la formation professionnelle, le programme gouvernemental de la législature 2002–2006 expose que, pour répondre aux besoins de l'économie, de nouvelles filières, en particulier celles des polymécaniciens, devront être créées à l'Ecole des métiers, qui devra disposer pour cela de nouveaux locaux.

Un groupe de travail ad hoc a été chargé d'étudier diverses variantes relatives à un agrandissement du bâtiment de l'Ecole des métiers sur le site du Plateau de Pérolles ou à la construction d'une nouvelle école sur un autre site. Ce groupe de travail adressera incessamment ses propositions au Conseil d'Etat. La solution à l'étude actuellement consiste à construire un bâtiment avec les salles de classe sur le site actuel et à louer des locaux à l'extérieur pour la pratique.

Dans le domaine de la mécanique toutefois, les besoins de formation sont importants et urgents. Pour ce motif, en vue de l'ouverture, dès la rentrée 2003/04, d'une nouvelle filière de polymécaniciens, un montant de 200 000 francs pour la location d'une friche industrielle et un montant de 2 500 000 francs pour les équipements ont été inscrits dans le budget de l'Etat pour l'exercice 2003 (rubriques 3546/316.100 et 506.300). Par décision du 3 décembre 2002, le Conseil d'Etat a autorisé la conclusion d'un contrat de bail ayant pour objet une halle industrielle sise à Villaz-Saint-Pierre, pour une période de cinq ans.

Cette halle sera utilisée pour la formation pratique des élèves, qui suivront les cours théoriques dans les locaux actuels de l'Ecole des métiers ou, au besoin, dans des locaux à louer sur le site du Plateau de Pérolles.

2. EQUIPEMENTS NÉCESSAIRES

Les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la nouvelle filière de formation représentent un investissement brut de 4 millions de francs. Ils devront être acquis en deux étapes.

La première phase d'investissement, à réaliser en 2003, concerne des dépenses s'élevant à 2 500 000 francs, selon la répartition suivante:

- a) 1 600 000 francs pour les machines-outils et l'outillage de coupe et d'établi pour équiper un atelier servant les besoins de la formation pratique pour les niveaux de 1^{re} et 2^e année de formation;
- b) 200 000 francs pour l'acquisition et la maintenance de logiciels de dessin (CAO) et de fabrication assistée (FAO) par ordinateur, servant les besoins de la formation pratique pour les niveaux de 1^{re} et 2^e année de formation;
- c) 300 000 francs pour les machines-outils et les outillages spéciaux pour équiper un atelier central d'usinage par méthodes d'abrasion, servant les besoins de tous les niveaux de la filière de formation;
- d) 300 000 francs pour les appareils de mesures dimensionnelles et les appareils de contrôle des surfaces pour équiper un atelier central servant les besoins de tous les niveaux de la filière de formation;
- e) 100 000 francs pour l'achat de mobilier d'atelier et de bureau.

La seconde phase d'investissement, à réaliser en 2005, concerne des dépenses s'élevant à 1 500 000 francs, selon la répartition suivante:

- a) 1 000 000 de francs pour les machines-outils et l'outillage de coupe pour équiper un atelier servant les besoins de la formation pratique pour les niveaux de 3^e et 4^e année de formation;
- b) 200 000 francs pour l'acquisition et la maintenance de matériel informatique et de logiciels de dessin (CAO) et de fabrication assistée (FAO) par ordinateur, servant les besoins de la formation pratique pour les niveaux de 3^e et 4^e année de formation;
- c) 200 000 francs pour les machines-outils et les outillages spéciaux pour équiper un atelier central d'usinage par méthodes d'abrasion servant les besoins de tous les niveaux de la filière de formation;
- d) 100 000 francs pour l'achat de mobilier d'atelier.

L'achat des machines aura lieu au coût le plus favorable. Le montant du crédit d'engagement constitue ainsi une dépense maximale.

3. SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DE TIERS

Les acquisitions susmentionnées bénéficieront de subventions fédérales estimées à 1/3 du coût d'achat.

Une participation de 500 000 francs sera fournie par la Fondation instituée en vue de promouvoir la formation professionnelle dans le canton de Fribourg.

Une partie des coûts des équipements qui devront être acquis en 2005 pourra être couverte par des participations de partenaires industriels, avec lesquels l'Ecole des métiers prévoit de conclure des contrats pour fournir des activités aux apprenti-e-s polymécaniciens et polymécaniciennes, notamment dès leur troisième année de formation.

Dans le budget 2003 de l'Etat, des montants de 1 million de francs et de 500 000 francs ont été inscrits au titre respectivement des subventions fédérales et des participations de tiers.

4. CONCLUSION

Le présent projet n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'a également pas d'effet s'agissant de la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

Le montant des investissements ne dépasse pas la limite au-delà de laquelle, selon l'article 28^{bis} de la Constitution cantonale, toute nouvelle dépense est soumise au referendum facultatif ($\frac{1}{4}$ % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat).

S'agissant d'une dépense brute et unique supérieure à la limite légale, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit de l'article 97 al. 2 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil.

En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

13. Mai 2003

**BOTSCHAFT Nr. 69
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die Anschaffung
von Ausrüstungen für den Lehrgang für
Polymechanikerinnen und Polymechaniker
an der Lehrwerkstätte Freiburg**

Wir unterbreiten Ihnen den Dekretsentwurf über die Anschaffung von Ausrüstungen für den Lehrgang für Polymechanikerinnen und Polymechaniker an der Lehrwerkstätte Freiburg.

Die Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Einleitung
2. Notwendige Ausrüstungen
3. Bundessubventionen und Beiträge von Dritten
4. Schluss

1. EINLEITUNG

Zum Thema Berufsbildung wird in den Regierungsrichtlinien für die Legislaturperiode 2002–2006 dargelegt, dass zur Deckung des Bedarfs der Wirtschaft an der Lehrwerkstätte Freiburg neue Lehrgänge – insbesondere für Polymechaniker – geschaffen und dazu neue Räumlichkeiten zur Verfügung gestellt werden müssen.

Eine Arbeitsgruppe wurde aufgestellt, um verschiedene Möglichkeiten einer Gebäudeerweiterung der Lehrwerkstätte auf der Pérolles-Ebene oder eines Neubaus an einem anderen Standort zu untersuchen. Die Arbeitsgruppe wird dem Staatsrat demnächst ihre Vorschläge unterbreiten. Die Lösung, die zurzeit geprüft wird, besteht im Bau eines Gebäudes mit Schulzimmern am heutigen Standort sowie der Miete von externen Räumlichkeiten für die praktische Ausbildung.

Im Bereich des Maschinenbaus ist der Ausbildungsbedarf am grössten und dringendsten. Deshalb wurde im Hinblick auf die Einführung eines neuen Lehrgangs für Polymechanikerinnen und Polymechaniker ab dem Schuljahr 2003/04 ein Betrag von 200 000 Franken für die Miete eines industriellen Altgebäudes und ein Betrag von 2 500 000 Franken für Ausrüstungen im Staatsvoran-

schlag für 2003 aufgenommen. Am 3. Dezember 2002 genehmigte der Staatsrat den Abschluss eines Mietvertrags über eine Industriehalle in Villaz-Saint-Pierre für fünf Jahre.

Diese Halle wird für die praktische Ausbildung genutzt werden, während die theoretische Ausbildung in den aktuellen Kurslokalen der Lehrwerkstätte oder gegebenenfalls in gemieteten Räumlichkeiten auf der Pérolles-Ebene erteilt wird.

2. NOTWENDIGE AUSTRÜSTUNGEN

Die zur Durchführung des neuen Lehrgangs notwendigen Ausrüstungen bedürfen einer Bruttoinvestition von 4 Millionen Franken. Sie müssen in zwei Etappen angeschafft werden.

Die erste Investitionsphase, die 2003 anfällt, umfasst Ausgaben von 2 500 000 Franken, die wie folgt aufgeteilt werden:

- a) 1 600 000 Franken für Werkzeugmaschinen, Schneidwerkzeug, und Werkzeug für die Werkbank zur Ausrüstung der Werkstatt, die für die praktische Ausbildung im ersten und zweiten Ausbildungsjahr bestimmt ist;
- b) 200 000 Franken für die Anschaffung und den Unterhalt von Software zum computergestützten Zeichnen (CAO) und zur computergestützten Fertigung (FAO), die für die praktische Ausbildung im ersten und zweiten Ausbildungsjahr bestimmt ist;
- c) 300 000 Franken für Werkzeugmaschinen und Spezialwerkzeuge zur Ausrüstung einer Hauptwerkstatt, die für die Metallbearbeitung durch Schleiftechnik für alle Ausbildungsstufen bestimmt ist;
- d) 300 000 Franken für Messgeräte und Oberflächenprüfgeräte zur Ausrüstung einer Hauptwerkstatt, die für alle Ausbildungsstufen bestimmt ist;
- e) 100 000 Franken für die Anschaffung von Werkstatt- und Büromöbeln.

Die zweite Investitionsphase, die 2005 anfällt, umfasst Ausgaben über 1 500 000 Franken, die wie folgt aufgeteilt werden:

- a) 1 000 000 Franken für Werkzeugmaschinen, Schneidwerkzeug, und Werkzeug für die Werkbank zur Ausrüstung der Werkstatt, die für die praktische Ausbildung im dritten und vierten Ausbildungsjahr bestimmt ist;
- b) 200 000 Franken für die Anschaffung und den Unterhalt von Software zum computergestützten Zeichnen (CAO) und zur computergestützten Fertigung (FAO), die für die praktische Ausbildung im dritten und vierten Ausbildungsjahr bestimmt ist;
- c) 200 000 Franken für Werkzeugmaschinen und Spezialwerkzeuge zur Ausrüstung einer Hauptwerkstatt, die für die Metallbearbeitung durch Schleiftechnik für alle Ausbildungsstufen bestimmt ist;
- d) 100 000 Franken für die Anschaffung von Werkstatt- und Büromöbeln.

Die Maschinen werden zum günstigsten Preis angeschafft. Der Betrag des Verpflichtungskredits entspricht somit dem Höchstbetrag, der dafür aufgewendet werden kann.

3. BUNDESUBVENTIONEN UND BEITRÄGE VON DRITTEN

Die oben genannten Anschaffungen werden durch Bundessubventionen im Umfang von ungefähr einem Drittel der gesamten Anschaffungskosten unterstützt.

Ein Beitrag von 500 000 Franken wird von der Stiftung zur Förderung der Berufsbildung im Kanton Freiburg beigesteuert.

Ein Teil der Ausrüstungskosten, die 2005 anfallen werden, kann über die Beiträge von industriellen Partnern finanziert werden, mit denen die Lehrwerkstätte Verträge abzuschliessen beabsichtigt, um den auszubildenden Polymechanikerinnen und Polymechanikern insbesondere ab dem dritten Ausbildungsjahr praktische Aufgaben anbieten zu können.

Im Staatsvoranschlag 2003 sind Bundessubventionen von einer Million Franken und Beiträge von Dritten von 500 000 aufgenommen worden.

4. SCHLUSS

Dieser Entwurf hat keine direkten personellen Auswirkungen. Er wirkt sich auch nicht auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden aus und ist mit dem Recht der Europäischen Union vereinbar.

Die Ausgaben liegen nicht über der nach Artikel 28^{bis} der Kantonsverfassung festgelegten Grenze von $\frac{1}{4}$ % des Totals der Ausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung und unterstehen deshalb nicht dem fakultativen Referendum.

Da es sich um eine einmalige Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze liegt, muss der Entwurf gemäss Artikel 97 Abs. 2 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Aufgrund dieser Erwägungen beantragen wir Ihnen, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Loi

du

relatif à l'acquisition des équipements destinés à la filière de formation des polymécaniciens et polymécaniciennes de l'Ecole des métiers de Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 19 septembre 1985 d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle;

Vu le message du Conseil d'Etat du 13 mai 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 4 millions de francs au maximum est octroyé pour le financement des équipements destinés à la filière de formation des polymécaniciens et polymécaniciennes de l'Ecole des métiers de Fribourg.

Art. 2

Les crédits de paiements nécessaires seront portés au budget de l'Ecole des métiers de Fribourg et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui n'a pas de portée générale.

² Ce décret n'est pas soumis au referendum financier facultatif.

Gesetz

vom

über die Anschaffung von Ausrüstungen für den Lehrgang für Polymechanikerinnen und Polymechaniker an der Lehrwerkstätte Freiburg

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Einführungsgesetz vom 19. September 1985 zum Bundesgesetz über die Berufsbildung;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 13. Mai 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Zur Finanzierung der Ausrüstungen für den Lehrgang für Polymechanikerinnen und Polymechaniker der Lehrwerkstätte Freiburg wird ein Verpflichtungskredit von höchstens 4 Millionen Franken gewährt.

Art. 2

Die Zahlungskredite werden in den Voranschlag der Lehrwerkstätte Freiburg aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staats verwendet.

Art. 3

¹ Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt, das nicht allgemein verbindlich ist.

² Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum.